

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



L. Jalbert et L. Lepage (dir.), *Néo-conservatisme et restructuration de l'État*, Montréal, PUQ, 1986

L. Jalbert et L. Beaudry (dir.), *Les Métamorphoses de la pensée libérale : sur le néo-libéralisme actuel*, Montréal, PUQ, 1987

Jocelyne Lamoureux

Numéro 20 (60), automne 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034127ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034127ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lamoureux, J. (1988). Compte rendu de [L. Jalbert et L. Lepage (dir.), *Néo-conservatisme et restructuration de l'État*, Montréal, PUQ, 1986 / L. Jalbert et L. Beaudry (dir.), *Les Métamorphoses de la pensée libérale : sur le néo-libéralisme actuel*, Montréal, PUQ, 1987]. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (20), 192-195. <https://doi.org/10.7202/1034127ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1988

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

relle des sociétés industrielles avancées. La faiblesse de l'essai de Gagnon est probablement d'accorder trop d'importance historique au rôle d'acteurs comme les groupes marxistes-léninistes dans l'échec de certaines pratiques émancipatoires, alors que trop peu d'attention est portée aux limites structurales que l'économie capitaliste impose aux expériences de coopération et d'autogestion. Quant à Rioux, nous sommes tenté de mettre sur le compte d'une certaine nostalgie « rousseauste » (p. 178) ses attaques contre une technologie télévisuelle dont il serait inutile d'espérer faire un bon usage.

L. Jalbert et L. Lepage (dir.), *Néo-conservatisme et restructuration de l'État*, Montréal, PUQ, 1986.

L. Jalbert et L. Beaudry (dir.), *Les Métamorphoses de la pensée libérale : sur le néo-libéralisme actuel*, Montréal, PUQ, 1987.

Jocelyne Lamoureux, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal.

L'Association d'économie politique (AÉP) travaille depuis quelques années à s'imposer comme un forum dynamique dans le champ des problèmes économiques, sociaux et politiques qui confrontent nos sociétés. C'est dans cet esprit que, sous la direction de Lizette Jalbert et de Laurent Lepage et sous la direction de Lizette Jalbert et de Lucille Beaudry, sont parus dans la collection « Études d'économie politique » de l'AÉP deux livres qui tentent de cerner certaines configurations de « l'esprit du temps » : *Néo-conservatisme et restructuration de l'État* et *Les Métamorphoses de la pensée libérale : sur le néo-libéralisme actuel*.

Néo-conservatisme et restructuration de l'État

Néo-conservatisme et restructuration de l'État (1986) constitue en fait les actes du colloque du même nom, organisé à l'automne 1985 par l'Association d'économie politique, et qui visait essentiellement à tenter « d'identifier la substance de ce nouveau discours politique ». Selon les responsables de la publication des actes, Lizette Jalbert et Laurent Lepage, un sentiment d'urgence domine devant les excès d'autoritarisme, les nouvelles stratégies économiques et les conséquences désastreuses de la reformulation de la politique sociale placée sous l'étiquette néo-conservatrice. La situation qui prévaut aux États-Unis, en Grande-Bretagne et au Canada sera donc analysée.

Comme le titre l'indique, le néo-conservatisme est mis en rapport avec la « restructuration de l'État ». Quelques-uns des articles du livre traitent de la crise de gouvernabilité de nos sociétés, thème popularisé dès 1975 dans les rapports de la Trilatérale. Lizette Jalbert et Laurent Lepage, Chantal Mouffe et Ralph Miliband soulignent sous cet angle, dans leurs articles respectifs, la contre-offensive néo-conservatrice, qui met en cause l'articulation du libéralisme et de la démocratie, l'élargissement des droits de créance sociaux et civiques, la notion donc de citoyenneté à laquelle les mouvements des femmes, des Noirs et d'autres laissés-es pour compte du système ont donné un second souffle. En effet, les néo-conservateurs affirment que le « *democratic distemper* » des années soixante a provoqué la crise de gouvernabilité des années soixante-dix et conduit à d'incontournables solutions autoritaires. Léo Panitch, quant à lui, illustre la charge du néo-conservatisme contre la liberté d'association et les divers droits au militantisme (activist rights) qui frappe le mouvement syndical en Grande-Bretagne.

Après un texte plutôt général de Bertran Gross et Kusum Singh sur « La nouvelle droite des années '80 », deux auteurs traitent avec beaucoup d'efficacité du néo-conservatisme en action. En effet, Frédéric Lesemann, après avoir dressé un portrait de la restructuration de la politique sociale américaine dans ses liens avec les transformations parallèles des politiques fiscales, monétaires, et relatives au travail et à l'em-

ploi, analyse les coupes sombres pratiquées dans les programmes sociaux de transferts et décrit l'accroissement des inégalités dans des groupes particulièrement touchés : les Noirs, les femmes et les enfants. Quant à Louise Vandelac, dans « À droite, toutes ! ou l'impact "des droites" sur le féminisme et les rapports de sexes », elle souligne avec bonheur à quel point les critiques actuelles du néo-conservatisme sont partiales, partielles et androcentristes dans la mesure où elles occultent les complicités et les contradictions entre patriarcat et capitalisme. Elle illustre que la restructuration actuellement menée sous le signe du néo-conservatisme alimente une restructuration des rapports entre les sexes tout en s'appuyant sur cette restructuration. Les femmes se trouvent donc, aux États-Unis, à être au cœur des entrecroisements des droites, essayant simultanément les assauts de la vieille droite réactionnaire et familialiste des Phyllis Schlafly, des Jerry Falwell et de la Moral Majority et les effets économiques du néo-conservatisme qui, en réaction contre les « excès » du libéralisme, s'oppose farouchement à toutes les mesures égalitaristes entravant les règles de la concurrence et du libre marché. La véritable féminisation de la pauvreté ne peut s'expliquer, selon Vandelac, sans une analyse politique des droites qui tienne compte des rapports de sexe et de classe propres à la sphère de la reproduction, mais articulée aux faces patriarcale et capitaliste de la sphère productive.

Pour ce qui est de la situation qui prévaut en Grande-Bretagne, Léo Panitch et Hugo Radice décrivent le thatchérisme, l'un sous l'angle de l'offensive contre les droits des travailleurs et de l'expérience britannique d'introduction d'un nouveau code du travail plus restrictif jugulant les grèves sauvages qui étaient jusqu'alors l'apanage du militantisme ouvrier, l'autre sous l'angle du déclin économique continu de la Grande-Bretagne et du changement de la composition des classes, qui ont sapé les bases économiques et politiques du travailisme.

Peut-on parler de néo-conservatisme au Canada ? Pour répondre à cette interroga-

tion, Jeanne Kirk Laux analyse, dans « Virages du capitalisme d'État au Canada », le phénomène de la privatisation des entreprises étatiques. Dans ce domaine, le point de vue néo-conservateur s'exprime au plan axiomatique (cri de ralliement), au plan messianique (contre-projet politique au keynésianisme) et au plan stratégique (mesures réelles débordant la surenchère idéologico-symbolique). Jeanne Kirk Laux illustre de façon convaincante qu'il n'y a pas au Canada de véritable stratégie économique néo-conservatrice de démantèlement des sociétés d'État, mais bien plutôt une privatisation sélective accomplie dans une optique de rationalisation et de réduction du déficit budgétaire. Kirk Laux avance que ce choix est lié aux conditions spécifiquement canadiennes qui obligent à tenir compte de la combinaison des facteurs liés au développement régional et à l'autonomie des provinces.

Cette analyse rejoint celle de Frédéric Lesemann qui, dans son article, avait noté le caractère modéré du discours et des débats néo-conservateurs canadiens par rapport à ceux qui sont exprimés aux États-Unis. Le Canada semble condamné, compte tenu de la nature de l'État canadien, de son rôle de gestionnaire du « statut canadien » aux portes du puissant voisin américain, et de la fonction de cohésion sociale inhérente à tout projet d'unité nationale que remplit la politique sociale, à réaménager morceau par morceau le compromis social-démocrate. Francine Dansereau (« Les politiques urbaines et la gestion de l'habitat ») arrive elle aussi à la conclusion qu'il n'y a pas au Canada, comme aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, de preuve prépondérante de la montée du néo-conservatisme dans le domaine dont elle traite, en raison de la plus grande diffusion des responsabilités entre divers intervenants et de la faible polarisation politique au pays sur les mérites de l'État providence. Elle termine son article par un appel à une remise en question de nos automatismes en faveur des solutions collectives. Toujours sur la situation du Canada, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain, dans « La politique canadienne : quelle maîtrise

du développement en économie ouverte ? », explicitent le contexte et les modalités du choix du gouvernement Mulroney de faire de l'adaptation positive et du libre-échange avec les États-Unis deux des grandes priorités de sa politique de renouveau économique.

Quitant le terrain des illustrations et analyses concrètes du néo-conservatisme, deux auteurs, Gilbert Renaud et Léo Panitch, lancent une charge — quoique dans des directions opposées — contre les critiques « progressistes » du néo-conservatisme. Pour Panitch, au lieu de commettre l'erreur de s'empressement de défendre l'État providence et la législation syndicale actuelle, les critiques du néo-conservatisme feraient mieux de remettre le socialisme à l'ordre du jour. « Il faut enlever le capital au Capital » alors que devient impérieuse la cause d'un « parti socialiste de masse », projet formulé de concert avec la « classe ouvrière ». Cet appel, s'il ne fait pas sourire, laisse songeur en ce sens qu'il semble faire fi des problèmes, échecs et culs-de-sac auxquels peuvent mener de telles propositions. Surtout, il tombe à plat... comme tous les slogans d'ailleurs.

Même charge de cavalerie de la part de Gilbert Renaud qui, dans un texte polémique intitulé « Néo-conservatisme et socialité ou le "néo-social" et le "post-social" », renvoie dos à dos le tandem des esprits critiques progressistes et des néo-conservateurs, qui oeuvrent selon lui à ranimer la croyance au Progrès. Selon cet auteur, le temps serait plus à la post-modernité qu'au néo-conservatisme. Les « progressistes » et les néo-conservateurs, dans leur folie de l'État et du projet politique d'organisation rationnelle de la société, seraient voués à un déclin radical de leur audience pour cause d'insensibilité à suivre la piste de la « socialité » que Renaud décrit succinctement.

C'est un peu à un même assassinat brutal que nous convie Mario Bunge, cette fois-ci à travers les brèves et tranchantes réflexions qu'inspirent à un philosophe la description et l'analyse des postulats psychologiques de l'économie classique et néo-classique. Conclusion implacable : « le

monétarisme est théoriquement faux et pratiquement parlant inefficace sinon désastreux ». La démonstration est cependant si rapide qu'elle n'étanche pas la soif de comprendre...

Globalement, *Néo-conservatisme et restructuration de l'État* est un livre bienvenu parce qu'il tente de dépasser les discours lénifiants sur les vertus du libre marché et les invectives passionnées contre la providence étatique qu'on nous ressassé à pleins médias, ou au contraire les hauts cris contre le « monstre » néo-conservateur qui s'infiltrerait partout. En tentant de comprendre certains des fondements du néo-conservatisme, en illustrant concrètement les effets des politiques néo-conservatrices aux États-Unis et en Grande-Bretagne, en étant enfin extrêmement prudent et mesuré dans l'analyse de la situation canadienne, *Néo-conservatisme et restructuration de l'État* contribue de façon non négligeable à la compréhension de ce phénomène.

Certains problèmes subsistent malheureusement, soit essentiellement une confusion ou une difficulté importante (avouée d'ailleurs par les responsables, Lizette Jalbert et Laurent Lepage) de bien nommer et circonscrire le sujet. On parle en effet, indistinctement, de néo-conservatisme, de reaganomics, de thatchérisme, de néo-libéralisme, de droite, d'extrême-droite, de fascisme à visage humain. En second lieu, la table des matières annonce une dernière tranche d'articles devant porter sur les stratégies d'opposition au néo-conservatisme. Or les articles qui s'y trouvent reflètent une tout autre réalité et ne peuvent prétendre éclairer les lecteurs-lectrices en attente. Enfin, les innombrables coquilles, mots collés, fautes d'orthographe rendent la lecture des articles extrêmement pénible. La négligence des Presses de l'Université du Québec est impardonnable.

Les Métamorphoses de la pensée libérale : sur le néo-libéralisme actuel

Dans le second livre consacré par l'Association d'économie politique à la même problématique, divers articles publiés sous la direction de Lizette Jalbert et de Lucille Beaudry tentent d'approfondir théorique-

ment l'analyse du néo-libéralisme et de mieux cibler et discriminer les phénomènes à expliquer. Quelques auteurs atteignent particulièrement bien ces objectifs. Ainsi, Lucille Beaudry et Lizette Jalbert, dans « Le néo-libéralisme, signification et portée politique », amorcent l'étude du courant prépondérant de la « nouvelle pensée libérale », de la révolution libérale-conservatrice. Elles soulignent que, dans le contexte créé par l'effondrement de l'hégémonie keynésienne, par le marasme intellectuel de la gauche et par la dissolution du politique et le retour de l'économisme, les idéaux d'égalité et de justice, l'hypothèse sociale-démocrate du « capitalisme organisé » et le « social service state » seraient devenus obsolètes. Elles amorcent alors une exploration de la multiplicité des courants d'appartenance au libéralisme. Dorval Brunelle, dans l'excellente première partie d'un article intitulé « Libéralisme, néo-libéralisme et État de droit : une vue d'ensemble » (qui malheureusement ne remplit pas les objectifs du titre), les rejoint dans le postulat suivant : aujourd'hui, qu'on soit de gauche ou de droite, la modernité a la figure du libéralisme. « L'appréhension libérale du monde constitue l'incontournable vision du monde de ce temps » (p. 68).

Une des contributions les plus éclairantes du livre à notre avis est celle de François Houle : « Du libéralisme classique au néo-libéralisme : la soumission de l'État aux lois du marché ». L'auteur apporte en effet les précisions essentielles que nous attendions depuis *Néo-conservatisme et restructuration de l'État*, à savoir que néo-libéralisme et néo-conservatisme sont deux termes qui renvoient à deux traditions opposées de la théorie politique. Il propose d'abord une analyse des postulats de certains auteurs du néo-libéralisme, le Hobbes du *Léviathan*, le Locke de *L'Essai sur le pouvoir civil* ainsi qu'Adam Smith, afin de mieux saisir le primat de la pensée libérale : l'individualisme possessif, les rapports hiérarchiques entre la liberté et l'égalité libérale (concept strictement juridique), et enfin la conception de l'État libéral. Brièvement, il touche au conservatisme comme système politique, avec sa conception de

l'homme, le rôle qu'il attribue à l'État (fort et autoritaire), sa conception organique et hiérarchique de la société, qui le distinguent du libéralisme. Sur le néo-libéralisme, « terme qui réfère aux auteurs contemporains qui visent à purifier le libéralisme de ses emprunts au collectivisme », François Houle passe en revue plus particulièrement Hayek et Friedman, Rawls, Nozick et Rothbard, avec leur refus de l'apport du libéralisme démocratique, leur réaffirmation de la séparation institutionnelle des sphères politique et économique, leur pensée anti-étatique et anti-égalitariste.

Bougeant à la droite de l'échiquier, Harold Chorney, Marguerite Mendell et Philip Hansen, dans « Les sources de la nouvelle droite américaine », analysent plus particulièrement le retour aux vieilles et réconfortantes thèses du libre marché, de la famille patriarcale, de l'État autoritaire à l'intérieur et en politique extérieure, de la religion séculaire. Étudiant Nozick, Ayn Rand, George Gilder, Daniel Bell, les anti-féministes et la droite radicale anti-démocrate, les auteurs s'efforcent de cerner les tenants de la droite néo-conservatrice, moderniste et capitaliste et ceux de la droite morale, religieuse opposée au modernisme culturel. Le portrait est intéressant. Dommage que les niveaux d'écriture des différents auteurs soient si apparents. Une réécriture unifiante eut été nécessaire pour la cohésion de l'article.

Quelques articles suivent qui sont plus pointus ou spécialisés, comme celui de Paul-Martel Roy, qui observe les institutionnalistes nord-américains (Galbraith, Piore, Thurrow) s'opposant aux néo-classiques ; ou encore celui de Jacques Peltier, qui interroge, à l'intérieur du libéralisme, l'unité idéologique et les oppositions méthodologiques entre néo-autrichiens et néo-classiques ; ou, enfin, celui de France Giroux, fustigeant le plaidoyer de Hayek contre le rationalisme constructiviste et l'ordre décrété. Un thème crucial, celui de la gouvernabilité en crise, est malheureusement traité dans un article indigeste de Richard Groulx, où l'écriture laborieuse et confuse cherche à illustrer la pensée de l'auteur sur l'émer-

gence d'un nouveau régime de gouvernabilité : l'État disciplinaire.

Il est nécessaire, en terminant, de souligner la contribution originale de Maurice Lagueux : « Le néo-libéralisme et la gauche », qui analyse la réaction relativement inefficace qu'a opposée la gauche à la montée du néo-libéralisme. Selon Lagueux, « à la faveur de circonstances variées, un discours scientifique porteur d'une idéologie de droite a élargi sa crédibilité aux dépens d'un discours scientifique porteur d'une idéologie de gauche ». La réponse de la gauche a été essentiellement de critiquer les idéologies néo-libérales par le biais d'une attaque contre les dimensions scientifiques des thèses « nouvelles », de mettre en cause les carences théoriques et philosophiques des arguments, de pourfendre le choix philosophique de l'individualisme, de dénoncer l'irréalisme des modèles théoriques ou encore d'avoir la réaction humaniste de s'offusquer du caractère inhumain ou abstrait des analyses néo-libérales. Or ces critiques n'ont ni convaincu, ni ébranlé les tenants du néo-libéralisme ni non plus rallié les larges masses à la cause anti-néo-libéraliste. L'erreur de la gauche, selon Lagueux, a été de concevoir l'idéologie comme une sorte d'antithèse de la science. Il invite à renoncer à cette argumentation en affirmant que les meilleurs travaux des économistes néo-libéraux sont « scientifiques » et que ce sont plutôt les conséquences idéologiques, la réinterprétation subtile pour fins de justification sociale qu'il importe de démasquer. En terminant, il met la gauche en garde contre la futilité des positions mécaniques et manichéennes de séparation de la science et de l'idéologie.

Comme l'était en 1986 *Néo-conservatisme et restructuration de l'État*, *Les Métamorphoses de la pensée libérale* apporte une contribution très valable dans le champ des sciences sociales. Ce livre comble certaines des lacunes du premier en explorant la complexité du libéralisme sous plusieurs de ses « coutures » économiques, sociales, philosophiques et politiques. Si les articles sont d'inégales pertinence et qualité, il n'en demeure pas moins qu'on en sort éclairé-e. C'est déjà un pari respecté ! Une dernière

remarque : honte encore aux Presses de l'Université du Québec pour une seconde production matérielle bourrée de fautes et de coquilles.